

CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2009
Condensé des points de l'ordre du jour

1. Informations.

Arrêté du Gouverneur de la Province en date du 6 mars 2009 approuvant la délibération du Conseil communal du 29 janvier 2009 fixant le montant de la dotation 2009 à octroyer à la zone de police Basse-Meuse.

2. Occupation du domaine public dans le cadre de fêtes locales.

Le Conseil communal voudra bien fixer le calendrier des fêtes locales pour l'année 2009 et délimiter le domaine public concerné à cet effet.

3. Dénomination d'une nouvelle voirie.

Suite à la création d'une nouvelle voirie qui comprendra deux logements et donnant accès à la rue Georges Simenon, le Conseil communal voudra bien décider de retenir l'appellation de celle-ci rue Simenon « Clos de l'Arboretum » tout en y assurant une numérotation propre.

4. Gestion journalière de la Commune – Délégation au Collège communal.

Le 21 avril 1978, le Conseil communal donnait délégation au Collège échevinal pour assurer les marchés publics relatifs à la gestion journalière de la Commune.

Dans le cadre de l'exercice de la tutelle générale régionale à l'occasion de l'examen d'un dossier de marchés publics, il est demandé à ce que le Conseil communal redélibère sur cette délégation en faisant référence à la base légale actuelle en la matière, à savoir le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Le Conseil communal est dès lors invité à délibérer sur la délégation à donner au Collège pour faire choix du mode de passation des marchés de travaux, de fournitures et de services et d'en assurer la conclusion en ce qui concerne la gestion journalière et ce dans les limites des crédits inscrits au service ordinaire du budget.

5. Plan de cohésion sociale – Arrêt.

Le Conseil communal voudra bien approuver les termes du projet de plan de cohésion sociale 2009-2013 et désigner trois membres du Conseil communal qui feront partie de la commission d'accompagnement et inviter le Conseil de l'Action sociale à désigner deux membres.

6. Réseau des bibliothèques d'Oupeye – Convention avec les Pouvoirs organisateurs de droit privé.

Le 19 décembre 1996, le Conseil communal passait une convention entre la Commune et les bibliothèques de droit privé.

Fin 2008, le Sycomore d'Oupeye et Saint-Hubert de Haccourt ont annoncé la cessation de l'activité de leurs bibliothèques et ont cédés leurs collections à la Commune.

Présentement, il subsiste deux bibliothèques de droit privé sur le territoire communal, à savoir la Bédéothèque du CAL – Maison de Laïcité et la bibliothèque Saint-Remy de Vivegnis.

De manière à répondre aux exigences légales de reconnaissance de la Communauté française, le Conseil communal est invité à conclure une nouvelle convention avec les deux bibliothèques de droit privé visées ci-dessus et accepter la cession du fonds de livres pour adultes de la bibliothèque Sycomore.

7. Convention entre la Commune et la Commune de Gourcy dans le cadre d'un partenariat de coopération internationale.

Depuis octobre 2001, le Conseil communal a adhéré à la charte « Notre Commune n'est pas le bout du monde » et a assuré un partenariat de coopération internationale avec la Commune de Gourcy en développant une gestion participative de déchets ménagers.

Un arrêté ministériel régional octroie une subvention de 76.725 € à notre Commune dans le cadre d'un nouveau projet de coopération décentralisée « Renforcement de la collecte des déchets ménagers et développement socio-sanitaire de la commune urbaine de Gourcy au Burkina Faso ».

Le Conseil communal est dès lors invité à approuver les termes d'une nouvelle convention de collaboration à cet effet.

8. Conseil consultatif des Aînés – Désignation des membres.

Par décision du 26 février 2006, le Conseil communal décidait d'instituer un conseil consultatif des aînés. Après appel aux candidats, 23 oupéyens ont décidés d'adhérer audit conseil.

Le Conseil communal voudra bien arrêter la composition du conseil consultatif des aînés tout en respectant la parité des 2/3 des membres du même sexe.

9. CPAS – Plan général d'urgence et d'intervention communale – Arrêt du plan mono disciplinaire d'intervention D2 psychosocial.

Dans le cadre du plan général d'urgence et d'intervention communale, le CPAS a été désigné pour assurer un rôle de coordination psychosocial. En date du 26 février 2009, le Conseil de l'Action sociale a défini les modalités du plan disciplinaire d'intervention D2 psychosocial.

Le Conseil communal est invité à marquer son accord sur ledit plan et l'arrêter définitivement.

10. Règlement redevance sur les prestations administratives en matière de renseignements et/ou documents administratifs – Amendement.

Suite d'une part au premier renouvellement des cartes d'identité électronique qui intervient dès cette année et d'autre part, suite à l'instauration d'un document d'identité électronique pour enfant de moins de 12 ans à la demande des parents lors de séjours à l'étranger, le règlement redevance sur les prestations administratives en matière de renseignements et/ou documents administratifs doit être modifié.

Il est demandé au Conseil communal d'approuver cet amendement qui prévoit en substance les modifications ci-après :

Carte d'identité électronique

- 6,50 € pour la première carte et ce à titre transitoire
- 10 € pour le renouvellement après chaque période de validité quinquennale
- 13,50 € pour un 1^{er} duplicata et 18,50 € pour les suivants pendant la période de validité quinquennale
- 19,50 € pour une carte en dehors du délai de présentation.

Pièce d'identité pour enfants non soumis à l'obligation de posséder une carte d'identité

- Il est accordé la gratuité pour la première pièce d'identité « non électronique »
- 3 € pour la première carte électronique établie à la demande des parents (le Pouvoir fédéral prend en charge 4 €; le prix coûtant étant de 7 €).
- 7 € pour un duplicata pendant la période de validité quinquennale.

Le précédent règlement ne prévoyait pas de montant par logement lorsqu'un permis d'urbanisme comprenant plusieurs logements (exemple : plan masse) et introduit alors que lors de l'introduction d'un permis de lotir, un montant de 50 € par lot est demandé.

Afin de rétablir l'égalité, le règlement est amendé comme suit :

Permis d'urbanisme

- 25 euro pour les demandes de permis d'urbanisme ne nécessitant ni enquête, ni avis de la C.C.A.T.
- 50 euro par logement pour les demandes de permis d'urbanisme comprenant au minimum deux logements.
- 10 euro pour les certificats d'urbanismes n°1 et n°2.
- 100 euro pour les demandes de permis en régularisation dès qu'un procès-verbal a été rédigé.
- 40 euro de majoration pour les demandes soumises à enquête publique.

11. Marché financier 2008-2009 – Amendement.

Par décision du 29 janvier 2009, le Conseil communal a déterminé le mode de passation du marché et de services relatif à la conclusion d'emprunts et les services y relatifs permettant le

financement des programmes extraordinaires 2008-2009 et approuvé le cahier spécial des charges.

Dans le cadre de l'exercice de la tutelle générale, le SPW – Direction patrimoine et marchés publics des pouvoirs locaux – invite notre Commune à rectifier l'avis de marché et à modifier la date ultime de remise et d'ouverture des offres.

Le Conseil communal voudra bien modifier en ce sens sa décision du 29 janvier 2009.

12. Travaux au complexe tennistique « La Marmotte » - Mode de passation du marché et approbation du cahier spécial des charges.

Le Conseil communal voudra bien décider de passer un marché par adjudication publique estimé au montant de 271.282 €T.V.A.C. en vue de la réalisation de travaux au Tennis Club « La Marmotte » et approuver le cahier spécial des charges.

Les travaux portent sur les lots ci-après :

Lot 1 : remplacement de châssis – 34.485 €T.V.A.C.

Lot 2 : rénovation du chauffage – 50.457 €T.V.A.C.

Lot 3 : rénovation de la toiture des terrains couverts – 186.340 €T.V.A.C.

Une demande de subsides sera sollicitée auprès du SPW – Infrastructures sportives.

13. Acquisition d'un véhicule d'occasion – Acceptation.

Le 11 février 2009, le Collège communal a marqué son accord sur l'acquisition d'un véhicule de police type combi d'occasion à acquérir auprès de la zone de police de la Basse-Meuse au montant de 2.550 €

Le Conseil communal voudra bien accepter la décision du Collège communal du 11 février 2009 et par la même occasion procéder au déclassement d'un véhicule communal, à savoir une camionnette KIA tôlée.

14. Acquisition d'un compresseur- Mode de passation du marché et approbation du cahier spécial des charges.

Le Conseil communal voudra bien décider de passer un marché par procédure négociée sans publicité estimé au montant de 11.400 €T.V.A.C. en vue de l'acquisition d'un compresseur pour les services techniques et approuver le cahier spécial des charges.

15. Acquisition d'une épandeuse sableuse – Mode de passation du marché et approbation du cahier spécial des charges.

Le Conseil communal voudra bien décider de passer un marché par procédure négociée sans publicité estimé au montant de 30.250 €T.V.A.C. en vue de l'acquisition d'une épandeuse sableuse type inoxydable et approuver le cahier spécial des charges.

16. Règlement communal d'urbanisme relatif à l'indication de l'implantation de constructions nouvelles – Amendement.

Par décision du 28 décembre 2007, le Conseil communal arrêta un règlement communal d'urbanisme relatif à l'indication de l'implantation de constructions nouvelles et prévoyait notamment que la Commune faisait appel à un géomètre expert qu'elle désignait en vue de procéder à ladite vérification.

Il est apparu que cette procédure mise en place depuis le 1^{er} janvier 2008 engendre de nombreux problèmes quant à la récupération de la redevance en découlant.

Le Conseil communal est invité à revoir son règlement en chargeant dorénavant les demandeurs de procéder à cette mission par le recours d'un géomètre désigné par leurs soins.

17. Arrêt des termes d'un bail à titre précaire.

D'avant la fusion des Communes, la famille ENGELBORGHS d'Heure-Le-Romain avait obtenu la jouissance de pâtures (cadastrées section B/2 72/A) à Heure-Le-Romain sur simple autorisation orale.

Suite à de nombreuses précipitations du printemps et de l'été 2008, un véritable bassin d'orage s'est créé dans une partie de cette prairie, dû vraisemblablement à un glissement de terre ayant bouché la sortie d'écoulement d'eau au pied d'un talus. Il en est résulté une grande partie inutilisable de cette parcelle, situation d'ailleurs confirmée par la Commission agricole.

De manière à régulariser cette situation, le Conseil communal est invité à adopter les termes d'une convention à titre précaire d'occupation par Monsieur ENGELBORGHS Hugo, agriculteur, d'une parcelle cadastrée section B/2 72/A sans pour autant en revendiquer un coût locatif.

18. Réfection et égouttage de la rue Wérihet à Hermalle-Sous-Argenteau – Article 128 du CWATUP.

Dans le cadre du plan triennal, le Collège communal a introduit un permis d'urbanisme auprès de la DGATL relatif à la réfection et l'égouttage de la rue Wérihet à Hermalle.

Le Conseil communal voudra bien approuver lesdits travaux en regard de l'article 128 du CWATUP.

19. Questions orales.

20. Approbation du projet de procès-verbal de la séance publique du 19 février 2009.

21. Remplacement du Secrétaire communal.

Remplacement du Secrétaire communal, en congé de maladie pour la période du 4 au 6 mars 2009 inclus, par un Chef de service administratif.

22. Personnel communal – Prolongation de fonctions supérieures.

Prolongation des fonctions supérieures de chef de bureau à un chef de service administratif, pour une nouvelle période de 6 mois débutant le 1^{er} avril 2009.

23. Personnel enseignant – Désignations temporaires – Ratification.

- Ratification de la désignation temporaire, à horaire complet, d'une institutrice primaire.
- Ratification de la désignation temporaire, à horaire complet, d'une institutrice primaire.
- Ratification de la désignation temporaire, à horaire complet, d'un instituteur primaire.
- Ratification de la désignation temporaire, à horaire complet, d'une institutrice primaire.
- Ratification de la désignation temporaire, à horaire complet, d'une institutrice primaire.
- Ratification de la désignation temporaire, à horaire complet, d'une institutrice primaire.
- Ratification de la désignation temporaire, à raison de 13 périodes/semaine, d'une institutrice maternelle.
- Ratification de la désignation temporaire, à horaire complet, d'une institutrice maternelle.
- Ratification de la désignation temporaire, à raison de 13 périodes/semaine, d'une institutrice maternelle.
- Ratification de la désignation temporaire, à temps plein, d'une institutrice maternelle.
- Ratification de la désignation temporaire, à raison de 20 périodes/semaine, d'une institutrice maternelle.

24. Personnel enseignant – Augmentation des prestations à charge du Pouvoir Organisateur d'une maîtresse spéciale d'éducation physique – Ratification.

Augmentation des prestations à charge du Pouvoir organisateur d'une maîtresse spéciale d'éducation physique à 12 périodes/semaine, à partir du 1^{er} février 2009.

25. Approbation du projet de procès-verbal de la séance à huis clos du 19 février 2009.

Le Secrétaire communal,

P. BLONDEAU